

l'Accord Cadre et assister dans la mise en place des instruments nécessaires à sa signature et son entrée en vigueur conformément au calendrier fixé par le présent Protocole d'Accord.

- 2.2 La République de Guinée s'engage à faire ses meilleurs efforts pour prendre toutes les mesures et mettre en place tous les instruments nécessaires pour permettre la signature et l'entrée en vigueur de l'Accord Cadre, conformément au calendrier fixé par le présent Protocole d'Accord.

3. EXTENSION

Les Parties conviennent que si, pour des raisons indépendantes de leur volonté, il ne leur était pas possible de signer l'Accord Cadre dans le délai de 30 jours visé à l'Article 1 ci-dessus ce délai sera prolongé automatiquement pour trois périodes successives de 30 jours. Dans le cas où à l'issue de ces 3 périodes les Parties seraient toujours dans l'incapacité de signer l'Accord Cadre elles se réuniront pendant une période de 15 jours pour décider de prolonger le présent Protocole d'Accord. En l'absence d'accord de prolongation à l'issue de cette période de 15 jours le présent Protocole d'Accord deviendra automatiquement caduc et les parties seront déchargées de toute obligation l'une envers l'autre à l'exception de l'obligation de confidentialité visée à l'Article 6.

4. DUREE

Le présent Accord Cadre entrera en vigueur à compter de sa date de signature et restera en vigueur pour une durée de 135 jours.

5. DROIT APPLICABLE ET LITIGES

- 5.1 Le présent Accord Cadre est régi et interprété d'après le droit Guinéen.

- 5.2 Les Parties conviennent que tous différends découlant du présent Protocole d'Accord ou en relation avec celui-ci seront tranchés définitivement suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par trois arbitres nommés conformément à ce Règlement.

- 5.3 Le siège du tribunal arbitral sera à Paris, en France.

- 5.4 Chaque Partie renonce par les présentes de manière irrévocable à se prévaloir de toute immunité de juridiction et d'exécution dont elle pourrait bénéficier pour quelque raison que ce soit.

6. CONFIDENTIALITE

Les Parties maintiendront confidentiels les termes du Protocole d'Accord et de l'Accord Cadre et s'abstiendront de publier, faire publier, ou d'autoriser la publication de toute information relative à celle-ci, sauf accord exprès de l'autre Partie ou dans l'hypothèse où la publication résulte d'une obligation légale. L'Investisseur pourra cependant librement communiquer en tout ou en partie les termes du Protocole d'Accord et de l'Accord Cadre à tout investisseur potentiel susceptible de participer au financement de l'objet de l'Accord Cadre (et à ses conseils) sous réserve que cet investisseur potentiel (et ses conseils) s'engagent à garder ces informations confidentielles.